

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

RÉSULTATS ANNUELS 2021

Rabat, le 29 avril 2022

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE SOLIDE ET DÉPLOIEMENT RÉUSSI DU PLAN PACT 2025

Le directoire du Holding Al Omrane s'est réuni le 29 mars 2022 en vue d'examiner l'activité au titre de l'année et d'arrêter les comptes clos au 31 décembre 2021.

Le déploiement réussi du plan de relance de l'activité du Groupe Al Omrane, combiné à la mobilisation de ses partenaires institutionnels et à l'engagement de ses collaborateurs, a permis d'accélérer la réalisation de ses différents projets, contribuant ainsi à la performance globale prévue. En ligne avec l'amélioration de la conjoncture et en réponse au besoin continu en logements, le Groupe Al Omrane a achevé, au cours de l'année passée, 48 projets totalisant 19 945 unités de production nouvelle et 93 projets de mise à niveau urbaine pour 96 173 unités, et a pu mettre en chantier 66 projets d'une consistance de 17 463 unités de production nouvelle et 83 projets de mise à niveau urbaine portant sur 79 146 unités.

REDRESSEMENT DE LA PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE ET FINANCIÈRE

En M MAD	2020	2021
Chiffre d'affaires	3 319	4 104
Résultat d'exploitation	369	322
Résultat net consolidé	243	266
Dette financière	5 025	4 623

Au terme de l'année 2021, le Groupe Al Omrane a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 4 104 M MAD, en progression de 23,6% par rapport à 2020, grâce notamment à l'accélération du rythme de réalisation des différents projets. Le résultat d'exploitation s'est établi à 322 M MAD contre 369 M MAD, sous l'effet de l'évolution du mix-produit en faveur des projets d'utilité publique. Le résultat net consolidé s'est amélioré pour sa part de 9,4% pour s'établir à 266 M MAD.

Durant cette année, le Groupe Al Omrane a poursuivi les efforts de consolidation de son assise financière, tout en assurant la réalisation de ses projets et l'exécution de ses engagements auprès de ses partenaires institutionnels. Au terme de l'année écoulée, l'endettement net du Groupe s'établit à 4 623 M MAD, contre 5 025 M MAD en 2020.

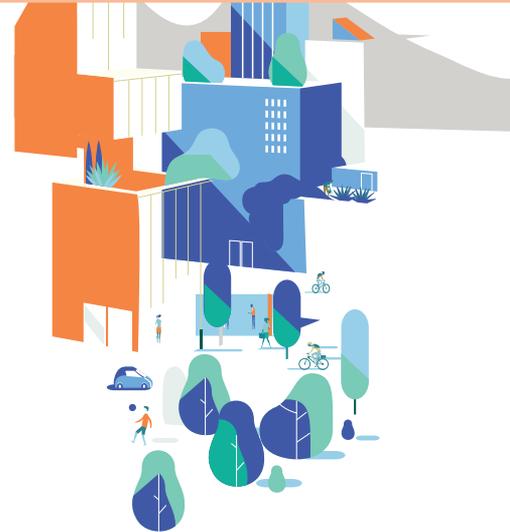
DÉPLOIEMENT RÉUSSI DU PLAN PACT 2025 ET POURSUITE DE LA DYNAMIQUE D'INNOVATION ET DE RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT

Le Groupe Al Omrane poursuit sa transformation et renforce ses piliers stratégiques, à travers le déploiement de son nouveau plan quinquennal PACT 2025. Cette dynamique devrait contribuer à consolider la conduite des différentes missions du Groupe et permettre d'accompagner ses partenaires institutionnels dans la mise en œuvre du nouveau modèle de développement national. Le Groupe Al Omrane continue également à renforcer son impact auprès de ses différentes parties prenantes, dans le cadre de son rôle de locomotive de la production d'habitat et d'acteur public engagé et responsable.

La mise en œuvre de la feuille de route du Groupe Al Omrane en matière de développement durable et de Recherche & Développement s'est poursuivie en 2021, avec notamment la concrétisation d'un nouvel accord avec l'IRESN, portant sur l'accompagnement des startups innovantes dans le secteur de l'aménagement et de la construction, et ce à travers un programme d'incubation et d'accélération personnalisé.

RÉSULTATS ANNUELS 2021

COMPTES CONSOLIDÉS



BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2021

ACTIF en Kdh	2021	2020
Actif immobilisé		
ECART D'ACQUISITION		
Immobilisations incorporelles	49 964	49 186
Immobilisations corporelles	171 154	185 992
Immobilisations financières	131 823	166 372
Participations non consolidées	9 900	9 900
Total actif immobilisé	362 841	411 450
Actif circulant		
Stocks	31 452 514	31 586 099
Créances de l'actif circulant	28 640 491	26 156 126
Impôt différé	398 693	333 075
Titres et valeurs de placement	71 614	71 969
Total actif circulant	60 563 312	58 147 269
Trésorerie		
Trésorerie-actif	2 151 367	2 264 033
Total trésorerie	2 151 367	2 264 033
TOTAL GENERAL	63 077 520	60 822 752

Passif en Kdh	2021	2020
Capitaux propres		
Capital social	2 104 048	2 104 048
Autres réserves consolidées	3 476 246	3 813 125
Résultat net de l'exercice	266 275	242 708
Capitaux propres du Groupe	5 846 569	6 159 881
Intérêt minoritaire		
Capitaux propres de l'ensemble consolidé	5 846 569	6 159 881
Capitaux propres assimilés		
Provisions durables pour R&C		
Provisions pour risques	433 490	411 412
Provisions pour charges	276	273
Total provisions durables pour R&C	433 766	411 685
Dettes		
Dettes de financement	4 622 882	5 025 289
Dettes fournisseurs	10 309 857	10 116 779
Autres dettes	38 845 624	37 083 531
Impôts différés passifs	353 644	
Autres provisions pour risques et charges	614 274	520 884
Total des dettes	54 746 281	52 746 483
Trésorerie-passif		
Trésorerie-passif	2 050 904	1 504 703
Total trésorerie-passif	2 050 904	1 504 703
TOTAL PASSIF	63 077 520	60 822 752

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES AU 31 DÉCEMBRE 2021

C.P.C en Kdh	2021	2020
Produits d'exploitation		
Chiffre d'affaires	4 104 431	3 319 495
Variation de stocks de produits	-88 828	-103 288
Immobilisations produites par l'Ese pour elle-même	-	-
Subv d'exploitation et autres produits d'exploitation	-	-
Reprises d'exploitation, transferts de charges	657 845	556 607
Total des produits d'exploitation	4 673 448	3 772 814
Charges d'exploitation		
Achats consommés	2 804 505	2 244 723
Autres charges externes	119 166	129 367
Impôts et taxes	7 701	5 353
Charges de personnel	531 862	501 278
Autres charges d'exploitation	4	-
Dotations d'exploitation	888 059	522 783
Total des charges d'exploitation	4 351 297	3 403 504
Résultat d'exploitation	322 151	369 310
Résultat financier	-19 686	-32 507
Résultat courant	302 465	336 803
Résultat non courant	73 602	45 345
Résultat avant impôt	376 067	382 148
Impôts sur les bénéfices	109 792	139 440
Résultat net du groupe	266 275	242 708
Quote-part du Résultat net des entreprises associées	-	1
Résultat net consolidé	266 275	242 708
Résultat revenant aux intérêts minoritaires	-	1
Résultat net revenant à la société mère	266 275	242 708
Résultat par action en Dh	12,66	11,54
Total des produits	4 986 222	4 078 813
Total des charges	4 719 947	3 836 105
Résultat net	266 275	242 708

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2021

En KDH	2021	2020
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ		
Résultat net des sociétés intégrées	266 275	242 708
Élimination des charges et des produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :		
. Amortissements et provisions	43 020	24 087
. Variation des impôts différés	-42 291	1 636
. Plus ou moins-values nettes d'impôts des sociétés intégrées	-1 664	
. Autres opérations sans incidence sur la trésorerie	-422 540	10 931
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées	-157 200	279 361
. Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
. Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	28 443	346 090
FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRE PAR L'ACTIVITÉ (A)	-128 757	625 450
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
. Acquisitions d'immobilisations	-6 002	-17 171
. Variation des autres actifs financiers	34 547	-163 034
. Cessions d'immobilisations	797	861
. Incidence des variations de périmètre		
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)	29 342	-179 344
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
. Dividendes versés	-157 046	-242 353
. Augmentations de capital en numéraire		
. Émissions d'emprunts	300 000	1 120 000
. Remboursements d'emprunts	-702 406	-641 233
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C)	-559 452	236 414
INCIDENCE DES VARIATIONS DE COURS DES DEVICES (D)		
VARIATION DE TRÉSORERIE (A+B+C+D)	-658 867	682 521
TRESORERIE D'OUVERTURE (E)	759 330	76 809
TRESORERIE DE CLÔTURE (A+B+C+D+E)	100 463	759 330

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse consolidés de la société AL OMRANE HOLDING S.A et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC), y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états de synthèse consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 5 846 569 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 266.275 KMAD.

Ces états ont été arrêtés par le Directoire en date du 29 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que les comptes de la société comprennent à l'actif et au passif au 31 décembre 2021, à hauteur de respectivement 25 657.044 KMAD et 26 940 300 KMAD, les soldes relatifs aux opérations gérées en maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) pour le compte de l'Etat. Une partie de ces opérations est achevée et leur clôture n'a pas encore été effectuée auprès du Ministère en charge de l'habitat.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

• Evaluation des stocks de biens immobiliers

Risques identifiés

Les stocks de biens immobiliers figurent au bilan au 31 décembre 2021 pour un montant net de 31.453 millions MAD. Comme indiqué dans la note 1 de l'Etat des informations complémentaires (ETIC), les stocks sont comptabilisés au coût d'acquisition pour les terrains et au coût de production pour les programmes en cours et achevés. Des provisions sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles, lesquelles sont évaluées à partir de la valeur actuelle des stocks, estimée par la Direction à la clôture, qui correspond au prix de vente probable diminué des frais de commercialisation.

Nous avons considéré l'évaluation des stocks immobiliers comme un point clé d'audit en raison de l'importance de ce poste dans les états de synthèse et de la part de jugement de la Direction que requiert l'estimation de la valeur actuelle des biens immobiliers.

Réponse d'audit

Dans le cadre de nos diligences, nous avons :

- pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place pour identifier les stocks de biens immobiliers susceptibles de faire l'objet de dépréciation ;
- examiné les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par la Direction pour déterminer les valeurs actuelles ;
- examiné, par sondage, pour les projets dont la réalisation ou la commercialisation accuse un retard significatif, l'existence de perspectives profitables, à partir d'entretiens avec la Direction et d'analyse des valeurs actuelles.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse consolidés conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombe

d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états de synthèse consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états de synthèse consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

RÉSULTATS ANNUELS 2021

COMPTES SOCIAUX

BILAN ACTIF

ACTIF	Exercice			Exercice Précédent Net
	Brut	Amortissements et provisions	Net	
ACTIF IMMOBILISÉ				
IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	5 476 375,00	5 476 375,00	0,00	0,00
• Frais préliminaires			0,00	0,00
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	5 476 375,00	5 476 375,00	0,00	0,00
• Primes de remboursement des obligations			0,00	0,00
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	40 784 510,26	8 915 413,89	31 869 096,37	32 257 758,52
• Immobilisation en recherche et développement			0,00	0,00
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	18 379 366,36	8 915 413,89	9 463 952,47	9 852 614,62
• Fonds commercial	1 346 159,99		1 346 159,99	1 346 159,99
• Autres immobilisations incorporelles	21 058 983,91		21 058 983,91	21 058 983,91
IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	126 287 117,05	92 519 161,15	33 767 955,90	36 302 974,40
• Terrains	3 598 346,11		3 598 346,11	3 598 346,11
• Constructions	43 915 255,26	22 639 227,84	21 276 027,42	23 066 780,30
• Installations techniques, matériel et outillage			0,00	0,00
• Matériel de transport	845 837,06	844 725,00	1 112,06	1 692,27
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	76 240 027,91	67 605 777,20	8 634 250,71	9 229 311,35
• Autres immobilisations corporelles	1 460 332,37	1 429 431,11	30 901,26	179 526,03
• Immobilisations corporelles en cours	227 318,34		227 318,34	227 318,34
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES (D)	2 936 459 009,91	0,00	2 936 459 009,91	3 220 481 009,65
• Prêts immobilisés	1 379 110 445,03		1 379 110 445,03	1 663 132 444,77
• Autres créances financières	103 964,88		103 964,88	103 964,88
• Titres de participation	1 557 244 600,00		1 557 244 600,00	1 557 244 600,00
• Autres titres immobilisés			0,00	0,00
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (E)	87 736 002,75	0,00	87 736 002,75	19 558 750,99
• Diminution des créances immobilisées			0,00	0,00
• Augmentation des dettes de financement	87 736 002,75		87 736 002,75	19 558 750,99
TOTAL I (A+B+C+D+E)	3 196 743 014,97	106 910 950,04	3 089 832 064,93	3 308 600 493,56
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS (F)	10 546 453 431,60	1 249 792 039,59	9 296 661 392,01	9 491 501 662,88
• Terrains	58 000 000,00		58 000 000,00	58 000 000,00
• Matières et fournitures consommables			0,00	0,00
• Produits en cours	5 080 461 715,65	195 413 514,01	4 885 048 201,64	4 859 415 800,33
• Produits intermédiaires et produits résiduels	676 245 688,60		676 245 688,60	498 310 361,25
• Produits finis	4 731 746 027,35	1 054 378 525,58	3 677 367 501,77	4 075 775 501,30
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	3 854 523 234,52	329 948 776,03	3 524 574 458,49	3 593 222 022,06
• Fournisseurs, débiteurs, avances et acomptes	195 934 439,08		195 934 439,08	195 867 440,14
• Clients et comptes rattachés	854 175 998,38	293 335 997,14	560 840 001,24	693 346 300,25
• Personnel	2 585 807,76	263 284,94	2 322 522,82	977 565,72
• État	538 713 970,00		538 713 970,00	494 127 710,16
• Comptes d'associés			0,00	0,00
• Autres débiteurs	2 088 851 211,52	36 349 493,95	2 052 501 717,57	2 038 697 277,86
• Comptes de régularisation-Actif	174 261 807,78		174 261 807,78	170 205 727,93
TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)	71 463 511,68	0,00	71 463 511,68	71 818 684,04
ÉCARTS DE CONVERSION-ACTIF (I) (Éléments circulants)				
TOTAL II (F+G+H+I)	14 472 440 177,80	1 579 740 815,62	12 892 699 362,18	13 156 542 368,98
TRÉSORERIE				
TRÉSORERIE-ACTIF	775 431 152,01	0,00	775 431 152,01	745 285 461,93
• Chèques et valeurs à encaisser			0,00	0,00
• Banques, T.G & CP	775 323 223,88		775 323 223,88	745 165 547,68
• Caisse, régie d'avances et accreditifs	107 928,13		107 928,13	119 914,25
TOTAL III	775 431 152,01	0,00	775 431 152,01	745 285 461,93
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	18 444 614 344,78	1 686 651 765,66	16 757 962 579,12	17 210 428 324,47

BILAN PASSIF

PASSIF	Exercice	Exercice Précédent Net
FINANCEMENT PERMANENT		
CAPITAUX PROPRES (A)		
• Capital social ou personnel (1)	2 104 047 700,00	2 104 047 700,00
• Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
• Primes d'émission, de fusion, d'apport		
• Écarts de réévaluation		
• Réserve légale	172 653 151,31	167 514 030,19
• Autres réserves		
• Report à nouveau (2)	215 562 218,37	274 964 489,05
• Résultats net en instance d'affectation (2)		
• Résultat net de l'exercice (2)	85 017 240,57	102 782 422,34
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	2 577 280 310,25	2 649 308 641,58
CAPITAUX PROPRES ASSIMILÉS (B)	0,00	0,00
• Subventions d'investissement		
• Provisions réglementées		
DETTES DE FINANCEMENT (C)	4 507 772 927,88	4 910 178 958,42
• Emprunts obligataires	2 274 000 000,00	2 500 000 000,00
• Autres dettes de financement	2 233 772 927,88	2 410 178 958,42
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES & CHARGES (D)	282 519 309,97	300 477 738,72
• Provisions pour risques	282 519 309,97	300 477 738,72
• Provisions pour charges		
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (E)		
• Augmentation des créances immobilisées		
• Diminution des dettes de financement	0,00	0,00
TOTAL I (A+B+C+D+E)	7 367 572 548,10	7 859 965 338,72
PASSIF CIRCULANT		
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	7 333 672 679,54	7 955 749 839,40
• Fournisseurs et comptes rattachés	2 634 884 390,60	2 837 956 796,52
• Clients créditeurs, avances et acomptes	1 555 552 676,70	1 913 530 685,11
• Personnel	20 567 601,51	17 415 658,71
• Organismes sociaux	8 264 562,50	5 264 097,80
• État	617 725 489,98	526 193 040,16
• Comptes d'associés		
• Autres créanciers	2 302 098 547,07	2 454 060 504,27
• Comptes de régularisation - Passif	194 579 411,18	201 329 056,83
AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	299 487 277,41	300 924 920,88
ÉCARTS DE CONVERSION - PASSIF (Éléments circulants) (H)	0,00	0,00
TOTAL II (F+G+H)	7 633 159 956,95	8 256 674 760,28
TRÉSORERIE		
TRÉSORERIE - PASSIF	1 757 230 074,07	1 093 788 225,47
• Crédits d'escompte		0,00
• Crédits de trésorerie	1 757 230 074,07	1 093 788 225,47
• Banques (soldes créditeurs)		
TOTAL III	1 757 230 074,07	1 093 788 225,47
TOTAL GÉNÉRAL I+II+III	16 757 962 579,12	17 210 428 324,47

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (HORS TAXES)

NATURE	Opérations		Totaux de l'exercice 3=1+2	Totaux de l'exercice précédent 4
	Propres à l'exercice 1	Concernant les exercices précédents 2		
EXPLOITATION				
I PRODUITS D'EXPLOITATION				
• Ventés de marchandises				
• Ventés de biens et services produits	1 124 083 727,98		1 124 083 727,98	601 806 178,45
• Chiffre d'affaires	1 124 083 727,98	0,00	1 124 083 727,98	601 806 178,45
• Variation de stocks de produits (±)	-152 037 727,12		-152 037 727,12	73 523 476,79
• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		0,00	0,00	0,00
• Subventions d'exploitation			0,00	0,00
• Autres produits d'exploitation		0,00	0,00	0,00
• Reprises d'exploitation, transferts de charges	245 317 482,01		245 317 482,01	221 852 264,48
TOTAL I	1 217 363 482,87	0,00	1 217 363 482,87	897 181 919,72
II CHARGES D'EXPLOITATION				
• Achats revendus de marchandises		0,00	0,00	0,00
• Achats consommés de matières et fournitures	699 778 210,88	0,00	699 778 210,88	510 191 798,52
• Autres charges externes	51 342 597,92	2 115 213,56	53 457 811,48	55 952 394,87
• Impôts et taxes	580 113,43		580 113,43	425 288,75
• Charges de personnel	90 793 403,43		90 793 403,43	91 717 337,21
• Autres charges d'exploitation			0,00	0,00
• Dotations d'exploitation	421 632 913,38		421 632 913,38	235 021 487,97
TOTAL II	1 264 127 239,04	2 115 213,56	1 266 242 452,60	893 308 307,32
III RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-46 763 756,17	-2 115 213,56	-48 878 969,73	3 873 612,40
FINANCIER				
IV PRODUITS FINANCIERS				
• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés	138 700 000,00		138 700 000,00	159 000 000,00
• Gains de change	197 144,33		197 144,33	51 682,38
• Intérêts et autres produits financiers	95 218 526,00		95 218 526,00	81 733 660,21
• Reprises financières, transferts de charges	130 447 396,56		130 447 396,56	128 335 366,31
TOTAL IV	364 563 066,89	0,00	364 563 066,89	369 120 708,90
V CHARGES FINANCIÈRES				
• Charges d'intérêts	215 936 038,71	30 839,78	215 966 878,49	212 200 054,18
• Pertes de change	6 204 064,46		6 204 064,46	2 565 494,31
• Autres charges financières	3 128 063,59		3 128 063,59	97 722,55
• Dotations financières	11 646 891,75		11 646 891,75	19 558 750,99
TOTAL V	236 915 058,51	30 839,78	236 954 898,29	234 422 022,03
VI RÉSULTAT FINANCIER (IV-V)	127 648 008,38	-30 839,78	127 617 168,60	134 698 686,87
VII RÉSULTAT COURANT (III+VI)	80 884 252,21	-2 146 053,34	78 738 198,87	138 572 299,27
NON COURANT				
VIII PRODUITS NON COURANTS				
• Produits des cessions d'immobilisations			0,00	35 300,00
• Subventions d'équilibre			0,00	0,00
• Reprises sur subventions d'investissement			0,00	0,00
• Autres produits non courants	14 229 263,44		14 229 263,44	21 167 529,71
• Reprises non courantes, transferts de charges			0,00	0,00
TOTAL VIII	14 229 263,44	0,00	14 229 263,44	21 202 829,71
IX CHARGES NON COURANTES				
• Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées			0,00	0,02
• Subventions accordées			0,00	355 000,00
• Autres charges non courantes	85 189,32	1 018 529,43	1 103 718,75	52 318 911,37
• Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions			0,00	0,00
TOTAL IX	85 189,32	1 018 529,43	1 103 718,75	52 673 911,39
X RÉSULTAT NON COURANT (VIII+IX)	14 144 074,12	-1 018 529,43	13 125 544,69	-31 471 081,68
XI RÉSULTAT AVANT IMPÔTS (VII-X)	95 028 326,33	-3 164 582,77	91 863 743,56	107 101 217,59
XII IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS	6 846 502,99		6 846 502,99	4 318 795,25
XIII RÉSULTAT NET (XI-XII)	88 181 823,34	-3 164 582,77	85 017 240,57	102 782 422,34
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)	1 596 155 813,20	0,00	1 596 155 813,20	1 287 505 458,33
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XII)	1 507 973 989,86	3 164 582,77	1 511 138 572,63	1 184 723 035,99
XVI RÉSULTAT NET (XIV-XV)	88 181 823,34	-3 164 582,77	85 017 240,57	102 782 422,34

Communication financière :

Le rapport financier annuel comprenant le jeu complet des états financiers consolidés et sociaux du Groupe Al Omrane au 31 décembre sera mis à votre disposition sur le site internet de Al Omrane, à l'adresse suivante : www.alomrane.gov.ma à partir du 30 avril 2022.



Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 29 juin 2021, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société HOLDING AL OMRANE S.A, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 2 577 280 310,25 MAD dont un bénéfice net de 85 017 240,57 MAD.

Ces états ont été arrêtés par le directoire le 29 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société HOLDING AL OMRANE S.A au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le fait que les comptes de la société comprennent à l'actif et au passif au 31 décembre 2021, à hauteur de respectivement 996.224 KMAD et 1 251 700 KMAD, les soldes relatifs aux opérations gérées en maîtrise d'ouvrage déléguée (MOD) pour le compte de l'Etat. Une partie de ces opérations est achevée et leur clôture n'a pas encore été effectuée auprès du Ministère en charge de l'habitat.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

• Evaluation des stocks de biens immobiliers

Risques identifiés

Les stocks de biens immobiliers figurent au bilan au 31 décembre 2021 pour un montant net de 9.297 millions MAD. Comme indiqué dans l'état A1 de l'Etat des informations complémentaires (ETIC), les stocks sont comptabilisés au coût d'acquisition pour les terrains et au coût de production pour les programmes en cours et achevés. Des provisions sont constituées pour couvrir les pertes prévisibles, lesquelles sont évaluées à partir de la valeur actuelle des stocks, estimée par la Direction à la clôture, qui correspond au prix de vente probable diminué des frais de commercialisation.

Nous avons considéré l'évaluation des stocks immobiliers comme un point clé d'audit en raison de l'importance de ce poste dans les états de synthèse et de la part de jugement de la Direction que requiert l'estimation de la valeur actuelle des biens immobiliers.

Réponse d'audit

Dans le cadre de nos diligences, nous avons :

- pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place pour identifier les stocks de biens immobiliers susceptibles de faire l'objet de dépréciation ;
- examiné les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par la Direction pour déterminer les valeurs actuelles ;
- examiné, par sondage, pour les projets dont la réalisation ou la commercialisation accuse un retard significatif, l'existence de perspectives profitables, à partir d'entretiens avec la Direction et d'analyse des valeurs actuelles.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant,

les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du directoire destiné aux Actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes



FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 41 08 - Fax : 05 22 29 66 70
Faïça MEKKOUAR
Associé



MAZARS AUDIT ET CONSEIL
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Anglo B. Abdelmoumen - Casablanca
20 160 - Casablanca
Tél : 0522 423 423 (L.G)
Adhane LOUKILI : 0522 423 400
Associé